

# L'APRÈS-GUERRE DES JEUNES GARDES SOCIALISTES

## L'impossible réinsertion des anciens combattants de la Révolution

ALAIN COLIGNON \*

ALORS QUE PAR LE NOMBRE DE SES MILITANTS, PAR SON ACTIVISME ET PAR SA RADICALITÉ, LA JEUNE GARDE SOCIALISTE POUVAIT PASSER AU CŒUR DES ANNÉES 30 SINON POUR UNE ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE, DU MOINS POUR UN GROUPE DE PRESSION SUSCEPTIBLE DE RAMENER AU POUVOIR UN PARTI OUVRIER BELGE QUI EN ÉTAIT ALORS ÉCARTÉ, L'ÉCHEC DE SES ESPÉRANCES ENTRAÎNA SON DÉCLIN RAPIDE. SI ELLE PUT SE RECONSTITUER AU LENDEMAIN DE LA GUERRE, ELLE N'ÉTAIT PLUS ALORS QUE L'OMBRE DE CE QU'ELLE AVAIT ÉTÉ. ET POURTANT, MALGRÉ SA PETITE TAILLE, ELLE PARVENAIT À RÉCUPÉRER AU SEUIL DES *GOLDEN SIXTIES* UNE CERTAINE CAPACITÉ D'INFLUENCE À L'AILE GAUCHE DU PARTI SOCIALISTE BELGE TOUT EN ASSURANT LA PÉRENNISATION D'UN CERTAIN *HABITUS* SOCIALISTE, PÉTRI D'ANTICAPITALISME ET D'ANTI-MILITARISME. L'INFILTRATION PROGRESSIVE DE SA DIRECTION PAR UN MINUSCULE NOYAU DE TROTSKYSTES ALLAIT LUI VALOIR À PARTIR DE DÉCEMBRE 1964 DE SUBIR UNE NOUVELLE MARGINALISATION APRÈS UNE EXCLUSION À GRAND FRACAS DE LA FAMILLE SOCIALISTE. ELLE NE CONNUT PLUS DÈS LORS QU'UNE VIE GROUPUSCULAIRE, DANS LA MOUVANCE DE L'ULTRA-GAUCHE.

### *I. Les ombres du passé*

La Grande Guerre et ses atrocités avaient donné l'occasion à la Jeune Garde socialiste (JGS), initialement conçue pour exprimer l'opposition de jeunes adultes aux injustices du service militaire à l'époque du tirage au sort, d'étendre le registre de ses revendications<sup>1</sup>. À l'instar de la maison mère socialiste, elle s'était d'abord attelée à défendre la réconciliation des peuples. Avec la crise de 1929, elle connut un nouvel essor, les instances dirigeantes du Parti ouvrier belge (POB) l'y encourageant dans l'espoir de renforcer leur famille politique dans l'opposition depuis 1927. La montée des fascismes brouilla un peu la règle du jeu. À partir de 1932-1933, la JGS amplifia son recrutement, tout en épousant les exigences de l'aile gauche du Parti et en se dotant de 'marqueurs identitaires' lourds – uniformes, chants, insignes aux trois flèches – à l'instar de ce qui se pratiquait dans la social-démocratie allemande. De cette façon, la Jeune Garde exprimait un réflexe de défense du 'pilier' socialiste face à ce qui était perçu comme une menace potentielle. Si cette mobilisation lui valut d'aligner, vers 1933-1934, quelque 25.000 adhérents, elle se révéla au bout du compte peu significative en raison de la politique générale du Parti. Ainsi, au printemps 1935, le POB intégrait une coalition gouvernementale d'union nationale, au nom du "sauvetage du franc", et laissait de côté le rêve révolutionnaire. La plupart des responsables Jeunes Gardes opérèrent une courbe rentrante; quelques-uns passèrent à la dissidence en suivant le Borain Walter Dauge et s'aventurèrent dans

---

1 Pour une analyse plus fouillée des JGS pendant les années 30, nous nous permettons de renvoyer à un article antérieur, "Les Jeunes Gardes socialistes, ou la quête du Graal révolutionnaire, 1930-1935", in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 8, 2001, p. 181-224.

un éphémère Parti socialiste révolutionnaire. À la suite de ces événements, la majeure partie des effectifs déserta l'organisation.

Dans le courant de l'été 1936, la JGS tenta de réactiver le mouvement en opérant un rapprochement avec la Jeunesse communiste. L'opération aboutit à la Noël à une fusion des deux groupes sous la forme d'une Jeune Garde socialiste unifiée (JGSU). L'espoir de relance mit peu de mois à s'étioler. Le POB, qui redoutait toujours les tentatives de noyautage des communistes, changea de ligne de conduite en favorisant la reprise par les appareils fédéraux de l'échelon local et en soutenant l'émergence de formations juvéniles concurrentes (Union des Jeunes ouvrières, Jeunes syndicales...). En août 1937, son conseil général interdisait à 'ses' JGSU l'appartenance à un parti autre que le sien<sup>2</sup>. Il sera suivi par une courte majorité de ses jeunes dirigeants<sup>3</sup>. La décision provoquera d'ailleurs de multiples flottements dans ce qui subsistait de l'organisation des jeunes, qui connut une nouvelle vague de démissions.

Les 7.800 membres encore enregistrés en 1936 (contre 25.400 au début de 1935) n'étaient plus que 6.000 deux ans plus tard, et beaucoup moins par la suite. Soupçonnée par le POB d'être sous l'influence des "diviseurs communistes", la JGS était par ailleurs confrontée à sa dialectique stérile (antifascisme/antimilitarisme). Alors que l'expansionnisme nazi se confirmait, la Jeune Garde accusait de multiples échecs à la veille de la guerre, davantage victime de ses contradictions internes que de l'appareil répressif de l'"État capitaliste".

Durant l'occupation, elle ne joua pas un rôle primordial au sein de la Résistance dominée par les couleurs du drapeau rouge. En 1940, à l'instar de la famille socialiste, elle se trouvait beaucoup trop affaiblie pour se muer en instrument d'opposition à l'ennemi "fasciste". Si un certain nombre d'individualités issues de ses rangs participèrent aux combats de la Résistance<sup>4</sup>, ce n'était pas le mouvement en tant que tel; des feuilles clandestines se réclamant tantôt de la JGS, tantôt de la JGSU furent cependant éditées, surtout dans le Hainaut<sup>5</sup>. Mais, à chaque fois, elles émanaient de noyaux communistes qui, sans disparaître totalement, servirent dès l'été 1941 de vivier de recrutement au Rassemblement national de la Jeunesse, fragile satellite 'unanimiste' du Front de l'Indé-

2 JOSÉ GOTOVITCH, *Le parti communiste de Belgique 1939-1944. Stratégie nationale et pratique locale : la fédération bruxelloise*, Bruxelles, thèse de doctorat en histoire ULB, 1988, t. 1, p. 40-53.

3 Par 8 voix contre 7. Voir *Revue des dirigeants et des militants JGS*, 9.1937, p. 3.

4 Comme François De Troyer dans le Brabant wallon, ou Edmond Leburton en Hesbaye, mais ce dernier évoluait dans une unité rattachée à l'Armée secrète. Pas mal d'ex-J.G.S. passèrent au Front de l'Indépendance (comme Victor Paindaveine par exemple), voire au PCB.

5 Selon FABRICE MAERTEN, *Du murmure au grondement. La résistance politique et idéologique dans la province de Hainaut pendant la Seconde Guerre mondiale (mai 1940-septembre 1944)*, (Analectes d'Histoire du Hainaut, 7), Mons, Hanonnia, 1999, t. 2, p. 443. Un certain Alfred Gors (1911-1942) édita quasiment seul une feuille clandestine, *Jeunesse nouvelle*, qui s'efforçait de perpétuer l'esprit JGS. Il fut arrêté le 25 août 1942.



• Membres des Jeunes Gardes socialistes dans le café du syndicat, début des années cinquante. On reconnaît Emile Van Ceulen, attablé à droite à l'avant-plan.  
(Photo AMSAB)

pendance. À Liège, deux personnalités marquantes de l'avant-guerre, le linotypiste Charles Rahier et l'avocat-député René Delbrouck parvenaient à diffuser, dès juillet 1940, *Résurrection* (futur *Monde du Travail*), le premier organe socialiste de la Résistance. Cette feuille au contenu initialement révolutionnaire aurait pu passer pour un héritier de la Jeune Garde si elle avait persisté dans cette voie, tendance qui s'estompait déjà peu avant l'arrestation de Delbrouck par l'occupant (22 juin 1941). Quant au *Clandestin*, né à Bruxelles pendant l'été quarante à l'initiative de Camille Van Euckem et d'Arthur Haulot, il ne s'inscrivait pas du tout dans cette filiation <sup>6</sup>.

S'attachant par la suite à définir un programme pour l'après-guerre, Jean Nihon (Union des Jeunes ouvrières), Bert Van Kerkhoven (*Arbeidersjeugdcentrale*) et Nic Bal se montrèrent critiques envers les Jeunes du Parti, telles qu'elles avaient fonctionné et évolué. D'après eux, "(...) Chez les JGS, on s'accrochait à un romantisme politique suranné qui ne pouvait attirer les jeunes... Ils firent faillite et dégénérent

<sup>6</sup> CHANTAL KESTELOOT, *Le mouvement socialiste clandestin à Bruxelles (1940-1945)*, Bruxelles, mém. lic. en histoire ULB, 1985, p. 43 et suiv.

nécessairement en parti format de poche capable seulement de créer la confusion dans leur propre rang... ”<sup>7</sup>.

Comme solution, ils préconisaient un plus ferme soutien financier du Parti, couplé avec la mise en place d’une structure inspirée de l’Union des Jeunes ouvrières. Les contacts qu’Arthur Haulot avait noués avec le chanoine Cardijn avaient fait admettre le principe de droits spécifiques pour les jeunes travailleurs. Tous ces projets, au demeurant vagues, figurèrent dans un Programme d’action immédiate élaboré à l’automne 1943<sup>8</sup>. Ils furent plutôt bien accueillis à Londres où les tenants de la gauche caressaient toujours l’idée d’une Union travailliste réunissant socialistes et démocrates-chrétiens. Reste qu’ils ne présentaient aucun caractère révolutionnaire.

## **II. Renaitre ?**

La libération venue, la famille socialiste eut d’ailleurs d’autres priorités que de procéder à une relance de ses jeunes<sup>9</sup>. Le 18 octobre 1944, *Le Peuple* annonçait dans un entrefilet la mise sur pied d’un Mouvement des Jeunes Socialistes sous la direction de Jean-Hubert Rassart. Son nombre d’affiliés resta indéterminé, même si l’on peut supposer qu’ils ne furent pas nombreux. Au même moment (septembre 1944), le Parti communiste battait le rappel pour une autre Jeune Garde socialiste, qui se proposait, elle, d’accueillir à bras ouverts toutes les bonnes volontés, croyants et incroyants confondus<sup>10</sup>. Les deux formations possédèrent durant un bref laps de temps un périodique portant le même titre – *Jeunesse nouvelle* –, tant et si bien que le profane avait peine à s’y retrouver. Cette seconde JGS[U], proprement communisée, accueillait dans les colonnes de son journal la confession et l’acte de foi de Fernand Godefroid, ex-secrétaire national de la Jeune Garde pendant les années trente. Comme quelques autres, il avait revu ses positions à partir du moment où l’URSS avait “brisé les reins au nazisme” et était ainsi devenue “le phare du monde du travail”<sup>11</sup>. Il affirmait ne pouvoir décemment faire moins que d’adhérer au PCB, “le Parti de la Jeunesse, le Parti de l’Avenir”. Au début du mois de décembre, dans un souci encore plus grand d’ouverture aux chrétiens comme aux “libéraux patriotes”, la JGSU se métamorphosa en une Jeune Garde populaire<sup>12</sup>, qui s’empressa de se mettre

---

7 Rapport relatif au problème de la jeunesse, s.d., p. [2] (CEGES, *Papiers Léon Delsinne*, AA 626, n° 38). Ce texte est la traduction d’un document attribué à Nic Bal et intitulé *Struktuur van de Jeugdbeweging*.

8 Parti socialiste belge – PSB, Notre programme d’action immédiate, 11.1943, p. [9] (CEGES, *Papiers Marcel Sonnevillie*, AA 853, n° 6).

9 Pour la restructuration du PSB : JOSE GOTOVITCH, “Ruptures et continuités. Personnel dirigeant et choix stratégiques socialistes de la clandestinité à la Libération”, in *Socialisme*, 7-8.1984, p. 305-320.

10 *Jeunesse nouvelle* – *Organe national des Jeunes Gardes socialistes*, n° spécial, 10.9.1944, p. 2.

11 *Jeunesse nouvelle*, 5.11.1944, p. 6.

12 Au congrès des 2-3 décembre 1944. Sur les 178 délégués présents, 110 optèrent pour la dénomination de “Jeune Garde populaire”, 22 pour “Jeune Garde prolétarienne”, 18 pour “Jeunesse populaire révolutionnaire” et seulement 9 pour “Jeunesse communiste”; 19 représentants étaient restés attachés à la notion de Jeune Garde socialiste unifiée (*Jeunesse nouvelle*, 10.12.1944, p. 1).

dans la mouvance communiste... C'est dans ce climat quelque peu chahuté que la Jeune Garde socialiste allait s'engager dans la seconde phase de son existence.

Réapparues en octobre 1944 et relancées un tant soit peu lors du 'Congrès de la Victoire' du PSB (9, 10 et 11 juin 1945), les jeunesses socialistes tinrent leurs premières véritables assises en mai 1946. Pour éviter une répétition des erreurs d'autrefois, le Parti avait imposé une stricte séparation des éléments flamands et francophones afin que les premiers ne soient pas influencés par les seconds, perçus comme plus radicaux, à tel point que la JGS ne fut pas réimplantée en Flandre. Ses militants wallons et bruxellois seraient désormais en rapport avec la *Socialistische Jeugd* au sein d'une Confédération des Jeunesses socialistes de Belgique, où ils côtoyèrent de surcroît, de 1946 à 1964, les Faucons rouges, les Pionniers, les Étudiants socialistes et les groupements sportifs. Seuls les deux derniers secteurs étaient organisés à l'échelon national. Tenue en suspicion, la Jeune Garde renouait de plus avec une structure partisane qui ne lui assurait pas la même marge de manœuvre que par le passé. Dès son conseil général du 17 septembre 1944, le PSB avait opté pour le principe des affiliations individuelles, rejetant les adhésions collectives à partir d'organismes socio-professionnels. Si l'authenticité 'prolétarienne' risquait à terme de sortir altérée de la réforme, l'encadrement des membres devenait plus strict... et l'autonomie des organisations satellites se voyait réduite d'autant<sup>13</sup>. Comme son devancier le POB, et jusqu'au milieu des années soixante, le PSB conserva les sympathies du monde ouvrier déchristianisé mais il adressait désormais son message en direction de la nouvelle classe moyenne issue de la fonction publique. Dans cet ensemble remodelé, la Jeune Garde se voyait assigner des objectifs bien précis... et bien modestes. Elle devait se contenter d'assurer en Wallonie et dans la capitale "la formation de cadres solides qui permettront à brève échéance une extension du Mouvement vers de plus grandes masses ouvrières"<sup>14</sup>.

Dans sa déclaration de principes, la direction socialiste s'était abstenue d'élaborer un programme spécifique pour la jeunesse, précisant bien aux intéressés que, s'ils étaient libres "de le concevoir avec hardiesse", ils étaient priés de rester "dans la ligne du Parti et dans les limites du réalisable", et cela "dans la compréhension et la collaboration fraternelle des aînés"<sup>15</sup>. Cela étant, la Jeune Garde, présidée par Jean-Hubert Rassart

---

13 PARTI SOCIALISTE BELGE, *Rapports présentés au Congrès des 25, 26 et 27 octobre 1947*, Nivelles, Quinot Frères, s.d., p. 8. Voir également CHANTAL KESTELOOT, *op.cit.*, p. 189 et suiv., et BENNY MARTIN, "De totstandkoming van de socialistische Gemeenschappelijke Actie (1949)", in ELS WITTE, JEAN-CLAUDE BURGELMAN & PATRICK STOUTHUYSEN (dir.), *Tussen Restauratie en Vernieuwing. Aspecten van de Belgische naoorlogse politiek (1944-1950)*, Bruxelles, VUB-Press, 1989, p. 167-187.

14 PARTI SOCIALISTE BELGE, *Rapports présentés au Congrès...*, p. 110.

15 PSB – *La ligne politique du Parti précédée par la Déclaration de principes. Textes adoptés par le Congrès de la Victoire des 9, 10 et 11 juin 1945*, Bruxelles, Éditions SOC, 1945, p. 34. Ladite déclaration de principes consacrait très exactement aux Jeunesses 8 lignes sur 47 pages.



• Manifestation des Jeunes Gardes socialistes pour le désarmement et la suppression du service militaire, pendant les années cinquante.  
(Photo CEGES)

puis par Lucien Harmegnies <sup>16</sup>, fit preuve malgré tout d'allant, ses chefs n'hésitant pas à affirmer, pour stimuler leurs troupes, que sous l'occupation, les militants étaient apparus comme "les guides de la Résistance, c'est-à-dire des trois quarts de la jeunesse belge" <sup>17</sup> (*sic*)...

Pour le reste, ils entendaient préparer l'avenir, c'est-à-dire jeter les bases "d'une véritable politique sociale et économique de la jeunesse" en disposant d'un fonds spécifique alimenté par le Parti et les coopératives, en lançant deux journaux, en réalisant des camps de vacances permanents "et des terrains de camping bien équipés"... Sans oublier, dans le cadre de l'Institut Émile Vandervelde, d'instaurer un centre de formation pour les futurs dirigeants <sup>18</sup>. Ils espéraient de la sorte être en mesure de "prendre les enfants dès le plus jeune âge, (...) les placer dans une ambiance socialiste, (...) contribuer, par des méthodes appropriées, à leur délassement, (...) à l'éveil de leur conscience de

<sup>16</sup> Jean-Hubert Rassart fut remplacé à la tête du Mouvement par Lucien Harmegnies le 11 novembre 1948.

<sup>17</sup> *Jeunesse nouvelle. Organe du Mouvement des Jeunes socialistes* [PSB], n° 1, 17.9.1944, p. 1

<sup>18</sup> PARTI SOCIALISTE BELGE, *Rapports présentés au Congrès...*, p. 111 et suiv.

classe et (...) les porter ainsi jusqu'à l'âge où ils seront préparés à entrer tout à la fois au Parti, au syndicat, à la mutuelle et à la coopérative pour concourir à l'édification du Socialisme"<sup>19</sup>. Appuyés sur ces saines dispositions, ils se disaient assurés d'attirer "dans un mois" 20.000 affiliés aux JGS<sup>20</sup>.

Hélas, apparemment insensibles à ces perspectives, les foules attendues ne se bousculèrent pas au portillon. Le Parti socialiste, après sa réforme, avait perdu plus des 5/6 de ses membres de l'avant-guerre<sup>21</sup>. Cela pouvait paraître énorme, même s'il s'agissait, dans nombre de cas, d'adhésions collectives, donc très théoriques. Pour le mouvement Jeune Garde, où les affiliations étaient déjà individualisées, c'était nettement plus grave. Durant l'après-guerre, il pouvait s'estimer satisfait quand ses effectifs parvenaient à franchir le cap des 2.000 inscrits. Des analyses plus fines réalisées à partir du montant global des cotisations laissent entrevoir une réalité encore plus sombre<sup>22</sup>. En 1954, près de 10 ans après sa relance et malgré l'agitation consécutive à la question royale, on n'aurait dénombré que... 739 JGS. La situation se serait ensuite un peu améliorée, avec 1.337 'chemises bleues' en 1956 et 1.940 en 1959. C'était une embellie, non un redressement, et le mouvement était de surcroît totalement absent de Flandre.

Au point de vue du discours, on observa néanmoins, pendant une petite dizaine d'années, des mutations non négligeables. L'antimilitarisme pointu qui semblait consubstantiel à son identité, ne fut plus de mise à la libération. D'abord parce qu'il était antinomique avec l'engagement résistant, lequel se portait bien à gauche. Ensuite parce qu'on se souvenait qu'il avait empêtré quantité de militants dans des contradictions éthiques insolubles : guerre au fascisme... ou guerre à la guerre ? Ayant apparemment tranché le débat, on vit en novembre 1948 une délégation de JGS se rendre au tombeau du Soldat inconnu afin d'y déposer une "superbe couronne de fleurs rouges", avec, sur le ruban, la mention : "Pour que ton sacrifice ne soit pas vain – JGS". Leurs positions envers la Défense nationale avaient donc évolué dans le sens de l'accommodation : ils admettaient à présent que la situation de la Belgique lui imposait l'entretien d'une armée "faisant partie d'un système de sécurité internationale"<sup>23</sup>. Ils demandaient simplement que cette armée nouvelle soit démocratisée, que l'on y donne aux miliciens "une solide éducation civique, sportive et physique" et, tant qu'on y était, que l'on y favorise la promotion

---

<sup>19</sup> *Idem*, p. 37.

<sup>20</sup> *Jeunesse nouvelle*, 6.12.1948, p. 3.

<sup>21</sup> Au milieu des années trente, il rassemblait environ 600.000 adhérents; en 1946, ses fédérations francophones et néerlandophones en réunissaient au total 95.260; ils seront 153.014 en 1954 (dont 86.389 francophones) et 199.000 en 1960 (dont 111.845 francophones). Ces données sont extraites de PASCAL DELWIT, "Le pragmatisme du socialisme belge", in *La gauche en Europe depuis 1945. Invariantes et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996, p. 215-235.

<sup>22</sup> STEFAN BLOMMAERT, *De Socialistische Jonge Wacht tussen 1945 en 1969. Van sociaal-demokratische tot revolutionair-socialistische jeugdorganisatie*, Bruxelles, mém. lic. en histoire VUB, 1980, p. 79-85.

<sup>23</sup> PARTI SOCIALISTE BELGE, *Rapports présentés au Congrès...*, p. 113.

des soldats “issus des classes populaires (...) pour extirper radicalement la mentalité ‘naphtaline’” du corps des officiers. Peu après, la JGS admettra d’autant mieux la création de l’OTAN (1949) qu’elle était particulièrement vigilante, comme tous les tenants du socialisme démocratique, envers les agissements des partisans de Moscou : les relations avec les ‘staliniens’ n’étaient certes plus de mise en ces années-là <sup>24</sup>.

Or, après le décès inopiné du “petit père des peuples” et le dégel qui s’ensuivit, la Jeune Garde renoua rapidement, par le verbe et les prises de position, avec l’activisme révolutionnaire. Le basculement fut perceptible dès 1954-1955, alors que le Parti venait de s’installer au pouvoir avec les libéraux. Que s’était-il passé ?

### *III. Jeune Garde et Vieille Taupe*

Toujours prompte à détecter les tentatives d’approche des communistes orthodoxes, la direction socialiste n’avait accordé qu’une attention distraite aux initiatives en provenance de la mouvance trotskyste. Pour se complaire apparemment dans la marginalité, celle-ci bénéficiait malgré tout de l’aura qui s’attache aux persécutés, et elle ne passait pas vraiment pour constituer une menace.

En 1946, le mouvement trotskyste ne disposait plus que d’une soixantaine de militants ventilés en deux formations rivales (Parti communiste révolutionnaire et Groupe communiste internationaliste – Section belge de la IV<sup>e</sup> internationale), et il avait subi un échec électoral si cinglant dans l’arrondissement de Charleroi, en février de cette année-là <sup>25</sup>, que ses derniers fidèles semblaient avoir jeté l’éponge à l’automne 1949.

Le Parti communiste internationaliste, point de chute d’une vingtaine d’irréductibles, passait pour moribond. Peu après le scrutin du 26 juin 1949 et alors que la question royale battait son plein, ce dernier carré approuva après maintes délibérations l’idée d’un rapprochement avec le Parti socialiste belge afin de parvenir à “la construction d’une opposition de gauche organisée” <sup>26</sup>. L’idée en question avait été impulsée par un

---

24 Le Parti communiste était tenu pour un rival dangereux bien avant les législatives de février 1946. À la suite du scrutin, les communistes recueillirent 12,7 % des suffrages contre 31,6 % au PSB. Leurs représentants se retirèrent du gouvernement en mars 1947 tandis que leurs sympathisants étaient peu à peu éliminés de la direction de la FGTB; l’antisoviétisme put dès lors s’exprimer sans contrainte dans les milieux socialistes (JOSE GOTOVITCH, “Les relations socialistes-communistes en Belgique sous l’occupation”, in *L’occupation en France et en Belgique 1940-1944. Actes du colloque de Lille, 26-28 avril 1985*, Villeneuve d’Ascq, Revue du Nord, t. 2, 1988, p. 809-832 et PASCAL DELWIT, “L’anticommunisme comme instrument de mobilisation du Parti socialiste belge de 1945 à 1954”, in *La peur du rouge*, Bruxelles, Éditions de l’Université de Bruxelles, 1996, p. 127-136).

25 1.103 suffrages récoltés, soit 0,88 % des votes valables. Pour l’histoire du trotskysme en Belgique : MARC LORNEAU, *Contribution à l’histoire du mouvement trotskyste belge*, Liège, mém. lic. en histoire ULg, 1983, 3 vol., et tout particulièrement t. 2, p. 515 et suiv.

26 Résolution du Comité central sur la situation politique et les tâches du Parti, doc. interne du PCI, s.d. [1949].

trio composé d'Ernest Mandel, d'Emile Van Ceulen et de Pierre Legrève. D'après leur grille d'analyse, la "classe ouvrière" se trouvait "à nouveau formée dans les rangs du PSB"<sup>27</sup> et "les éléments d'avant-garde" ne devaient surtout pas rompre à ce moment avec la famille socialiste car elle continuait à incarner "plus que jamais l'organisation politique essentielle du prolétariat"<sup>28</sup>. Mandel, maître à penser de ce groupe, avait réussi à surmonter les réticences de ses amis, anticipant de peu sur les thèses relatives à l'entrisme que le Grec Michel Raptis (alias Pablo) exposera lors du 3<sup>e</sup> congrès mondial de la IV<sup>e</sup> internationale (août 1951). Dès avril 1950 en effet, la section belge avait décidé d'entrer au PSB<sup>29</sup> et le 22 octobre suivant, elle confirmait son attitude, l'assimilant à une tâche de longue haleine<sup>30</sup>. Pour dégager les "virtualités révolutionnaires" que les épigones de Trotsky continuaient à discerner dans le PSB, la Jeune Garde semblait constituer un levain opportun.

Début mars 1951, trois trotskystes, dont Emile Van Ceulen, rejoignaient la fédération bruxelloise de la JGS, entourés de sympathisants discrets, dont un certain Guy Cudell. Moins d'un an après, le 10 janvier 1952, Van Ceulen, qui s'était hissé à la tête de la section d'Anderlecht, parvenait déjà à présenter lors du congrès statutaire de sa fédération régionale un rapport dont le contenu tranchait avec la vulgate pro-atlantiste ordinaire. Il y soutenait l'idée que le régime soviétique, indépendamment de ses lourdes tendances bureaucratiques, ne reposait pas sur les mêmes bases économiques que le système capitaliste, sous-entendant que le mode de production y conservait malgré tout une base socialiste. Chose curieuse, son rapport recueillit l'adhésion de la majorité, contre la motion de Guy Cudell, plus modérée, plus critique envers l'URSS. N'était-ce pas la preuve que ses conceptions idéologiques répondaient à des frustrations qui ne demandaient qu'à s'exprimer alors que la question royale venait de s'achever et que la Belgique vivait alors sous un gouvernement catholique homogène ?

L'année 1953 fut mise à profit pour consolider les positions acquises. Positions fragiles, au demeurant. Faute de troupes, le travail d'entrisme ne s'accomplit en fait qu'au niveau des appareils dirigeants des fédérations de Bruxelles puis de Liège et de La Louvière, et cela ne concernait jamais qu'une petite organisation juvénile rassemblant, au mieux, un millier de membres, à l'ombre d'un parti qui traversait lui-même de fréquentes phases d'opposition. À force de persévérance, les trotskystes avaient implanté une cellule active dans la Cité ardente grâce à Georges Dobbeleer ('Laurent') tout en recrutant un élément de choix en la personne de Daisy Lenaerts, une employée de la Femme prévoyante

---

27 Le Parti communiste avait perdu bon nombre de ses électeurs aux législatives du 26 juin 1949, atteignant à peine 7,5 % des voix contre 12,7 en février 1946; en 1950, il n'en recueillait plus que 4,7 %.

28 Projet de résolution de la IV<sup>e</sup> internationale, 22.10.1950. À cette date, le PSB avait attiré sur ses listes 34,5 % des votes valables.

29 Résolution sur les tâches immédiates de la Section belge, doc. int., 4.1950, p. 2.

30 Projet de résolution de la Section belge, doc. int., 22.10.1950, p. 2.

socialiste. Le congrès national JGS des 9 et 10 octobre 1954 vit une autre avancée sensible des amis de Van Ceulen. Cette fois, ce fut la motion des très conformistes Hubert Halin et Robert Defossez, respectivement président et secrétaire général du mouvement depuis mars 1953, qui fut mise en minorité par le rapport d'Emile Van Ceulen, associé à Claude Thiry<sup>31</sup>. Au concept de "troisième force" défendu par Halin, Van Ceulen avait substitué la notion d'"États-Unis socialistes d'Europe", formule apparemment plus séduisante puisque son rapport amendé obtint 35 voix contre 21, poussant de ce fait Halin et Defossez à la démission<sup>32</sup>. Ils furent remplacés par deux modérés, Hector Druart à la présidence et Édouard Close au secrétariat national. Van Ceulen s'était pour sa part installé à la vice-présidence pendant que Daisy Lenaerts était élue par cooptation au bureau national.

Exploitant leur avantage, les tenants de la IV<sup>e</sup> internationale renforcèrent en 1955-1956 leur implantation au sein du comité exécutif. Avec leurs alliés conjoncturels et leurs 'compagnons de route', les amis de Mandel en vinrent à contrôler la majorité du comité exécutif de 1955 à 1964, Daisy Lenaerts en occupant même la présidence de 1959 à 1962. Ainsi que se plut à le souligner Marc Lorneau, fin connaisseur de l'ultra-gauche, cette prise en main en douceur, sous le nez des deux représentants socialistes de stricte obédience, était due à "un noyau numériquement dérisoire, mais politiquement prépondérant à l'intérieur de l'organisation de jeunesse du PSB"<sup>33</sup>. Cependant, vu leur faible nombre<sup>34</sup> et les sollicitations multiples qui les accablaient, seules trois fédérations – Bruxelles, Liège, La Louvière – passèrent sous leur influence. Ernest Mandel ne s'était pas tourné les pouces pendant ce temps-là. Entré au *Peuple* comme spécialiste de la rubrique économique en 1954, il s'était mis à dispenser aux cadres JGS des cours de formation doctrinale<sup>35</sup>; quant à l'organe mensuel du mouvement, *La Jeune Garde*, il épousait ses vues et retrouvait le chemin de la radicalité, le tout avec l'accord tacite du Parti socialiste belge. Malgré les plaintes et les avertissements de Freddy Legrand, secrétaire de sa fédération bruxelloise, il fit longtemps preuve de mansuétude envers les poussées contestatrices de ses jeunes. Réexpédié dans l'opposition après une expérience de quatre ans avec les libéraux (1958), il avait concocté à l'issue de son congrès des 19 et 20 septembre 1959 un nouveau projet de réformes de structure couplant les nationalisations à la planification<sup>36</sup>. Il aurait été politiquement inopportun, à peine

31 "Rapport présenté par le camarade Emile Van Ceulen au Congrès national JGS des 9 et 10 octobre 1954", in *La Jeune Garde socialiste*, 10.1954.

32 S'il faut en croire *Pan* (20.5.1970, p. 2-3), Van Ceulen aurait fait courir le bruit que Hubert Halin entretenait des rapports très spéciaux avec la Sûreté de l'État pour le discréditer.

33 MARC LORNEAU, *op.cit.*, t. 3, p. 189.

34 Une bonne centaine de militants actifs vers 1961, d'après Marc Lorneau.

35 Comme, par exemple, "De l'inégalité sociale à la société sans classes", in *Doctrines socialiste* [Fédération bruxelloise des Jeunes Gardes socialistes], s.d.

36 CLAUDE DESAMA, "Vers le socialisme gestionnaire", in *1885-1985. Du Parti ouvrier belge au Parti socialiste*, Bruxelles, Labor, 1985, p. 156-160.

engagé dans cette voie, de croquer ceux qui étaient prêts à s'en faire les plus ardents propagandistes. Bref, dans la famille socialiste, on pouvait se croire revenu aux belles heures du Plan de Travail. Mais c'était le gouvernement Eyskens qui menaçait, non plus le "fascisme assassin". Comment se présentait la Jeune Garde à la charnière des années cinquante et soixante, alors qu'elle tendait peu à peu à s'autonomiser par rapport à la maison mère ?

Sur le plan quantitatif, les masses se faisaient toujours attendre. Le nombre de ses affiliés aurait atteint les 2.300 unités selon Emile Van Ceulen, mais c'était peut-être une estimation généreuse de sa part. Réduite, comme nous l'avons dit, à la seule Belgique francophone, sa capacité d'influence demeurait médiocre par rapport aux 111.845 membres encartés par le PSB en 1960. Robert Falony, journaliste au *Peuple* et secrétaire de rédaction de sa feuille de liaison, en éprouvait quelques regrets : "Il faut nous résigner, camarades, à n'être pas un mouvement de masse. (...) Mais cela veut dire, comprendre, que nous sommes un mouvement de cadres qui se veut une avant-garde de la jeunesse



• Manifestation nationale à l'occasion du quarantième anniversaire du 'fusil brisé' à La Louvière en 1961. (Photo CEGES)

ouvrière... »<sup>37</sup>. N'était-ce pas ce que ses parrains avaient voulu qu'elle soit lorsqu'ils lui avaient redonné la vie ?

Ses places fortes s'étaient *grosso modo* maintenues dans les bassins ouvriers wallons ainsi qu'à Bruxelles, avec un affaiblissement curieux au Pays noir. Des 147 sections actives en 1960, 12 étaient répertoriées au Borinage, 29 dans le Centre, 35 dans l'arrondissement de Liège, 13 au Brabant wallon, 12 au Tournaisis, 11 à Bruxelles ainsi qu'au Luxembourg mais à peine 5 à Charleroi, 5 au pays de Dinant, et 4 dans l'arrondissement de Namur.

Son organe mensuel, *La Jeune Garde socialiste*, diffusé depuis le mois de décembre 1953 sous ce titre après quelques essais peu concluants, avait rencontré un succès d'estime, son tirage oscillant de 3.500 à 4.000 exemplaires<sup>38</sup>. Ce n'était pas mirobolant comparé aux années trente mais ce fut jusqu'à l'apparition de l'hebdomadaire *La Gauche*, le 15 décembre 1956, la seule tribune exprimant une certaine radicalité dans un PSB devenu bien sage. Le lancement de *La Gauche*, feuille d'une qualité indéniablement supérieure<sup>39</sup>, devait valoir au mensuel JGS des difficultés financières chroniques; il semble n'en avoir eu cure, saluant au contraire avec faveur ce concurrent...<sup>40</sup> qui accordait de toute façon une large attention aux activités du mouvement. Et puis Mandel, qui avait fini par être licencié du *Peuple*, en était devenu une des meilleures plumes.

Précisément, sur le plan des idées, l'exécutif JGS s'était soucié à partir de 1955 de renforcer la formation idéologique des membres, après avoir décrété qu'«une section JGS qui fait uniquement du ping-pong ou uniquement de la politique ne sera jamais une bonne section JGS»<sup>41</sup>. Des 'écoles de cadres' furent mises en place; elles reçurent des auditeurs choisis qui purent s'initier à la philosophie marxiste, à l'économie politique ou au mode de fonctionnement des partis dans les démocraties bourgeoises. Les enseignants issus de l'école publique n'y étaient pas rares.

37 *La Jeune Garde*, 11.1958, p. 3.

38 En juin-juillet 1955, au sommet de son chiffre de vente, on parvenait à en écouler 1.725 numéros à Liège, 1.230 à Bruxelles, 460 à Charleroi, 400 dans le bassin du Centre, 250 à Verviers, 145 à Tournai, et 90 à Waremme. Il y avait en outre un peu plus de 800 abonnés.

39 NICOLAS LATTEUR, *La gauche en mal de la gauche*, Bruxelles, De Boeck Université, 2000. Les JGS représentaient sans doute la composante la plus radicale de l'hebdomadaire. Ce n'était pas pour autant la plus influente. Particulièrement investis à ce moment par les trotskystes, ils y côtoyaient des journalistes professionnels, des syndicalistes de tendance renardiste, des sociologues et des juristes réputés, des parlementaires PSB (C. Huysmans, H. Rolin, G. Cudell, H. Brouhon, A. Cools, E. Glinne) ainsi que des intellectuels indépendants de mouvance progressiste (R. Lallemand, M. Liebman) et des chrétiens de gauche. L'hebdomadaire écoulait d'ordinaire 2.000 à 2.500 exemplaires auprès d'un public composé de cadres socialistes et syndicalistes.

40 "Il y a place, dans notre pays, pour un journal comme *La Gauche*, et on le sentait si bien quand nous diffusions notre journal... Salut donc à *La Gauche* qui viendra compléter l'effort entrepris par notre journal" (*La Jeune Garde*, 1.1957, p. 5).

41 Congrès national JGS. 24 et 25 septembre 1955, Rapport moral – Rapport financier, s.l.n.d.

La vie des sections locales n'en fut pas bouleversée; ces tentatives de conscientisation s'accomplirent progressivement, et avec un impact tout relatif. Pendant longtemps, la base en resta à un programme d'activités léger qui, pour les réunions types, se décomposait comme suit : Procès-verbal de la séance précédente; Résumé de l'actualité de la semaine (20 minutes); Petite causerie, politique ou culturelle (20 minutes); Études d'un chant; Jeux.

La direction JGS, elle, avait évolué dans une toute autre atmosphère idéologique. En partie trotskysée<sup>42</sup> depuis 1956, elle s'était mise à faire passer dans la presse ainsi que dans les documents internes du PSB des thèses apparentées à celles de la IV<sup>e</sup> internationale à propos de l'impérialisme et du colonialisme. En gros, on y renvoyait dos à dos les actes posés par la "bureaucratie stalinienne" et par "l'impérialisme occidental"<sup>43</sup>, avec une charge critique supérieure dirigée contre ce dernier quand, dans les années soixante, il était l'apanage à peu près exclusif des États-Unis.

L'antimilitarisme, un temps délaissé, redevint également d'actualité à partir de 1955, sous le gouvernement socialiste-libéral de Van Acker, dont le manque de tonus démocratique était vivement déploré par le peuple de gauche. Des campagnes de sensibilisation furent d'abord menées pour la réduction du service militaire de 18 à 12 mois. Au cours du conseil national JGS des 26 et 27 mars 1960, le mouvement prit la résolution d'exiger, outre la réduction massive des dépenses pour le budget de la Défense nationale, la sortie de l'OTAN, complétée d'un désarmement unilatéral que l'on acceptait de réaliser par étapes successives<sup>44</sup>. Enfin, on n'hésitait plus à évoquer la fin du service militaire obligatoire dans la perspective de la suppression totale de l'armée. Frappant sur ce clou avec l'approbation du bureau, Claude Thiry expliquera un peu plus tard à ses pairs "que si l'attitude de Staline ou la guerre coréenne [avaient] à l'époque renforcé la notion de monde 'libre', que si de bonne foi en 1949 on [pouvait] avoir admis l'OTAN"<sup>45</sup>, il était permis douze ans après les événements de diminuer de moitié le budget des armées, dans un premier temps, avant de procéder à la liquidation totale du service militaire.

---

42 De 1954 à 1964, l'exécutif 'national' de la Jeune Garde fut entièrement composé de militants trotskystes, à l'exception d'Édouard Close (1954-1962), de Joseph Schoofs (1960-1966), d'Hector Druart (1954-1956), de Marcel Paillot (1954-1959) et de Claude Thiry (1959-1964). Encore les deux derniers étaient-ils assimilables à des 'compagnons de route'. Au bureau national, situation analogue : durant l'exercice 1959-1960, il y avait 6 trotskystes sur les 11 membres du bureau, et 7 sur 11 en 1960-1961. Au niveau régional, Bruxelles constituait le bastion de leur implantation tandis que dans le Centre, les trois principales figures du comité fédéral appartenaient à la IV<sup>e</sup> internationale. Ses sympathisants étaient également très présents au comité provincial liégeois grâce au dynamique Georges Dobbeleer, cheville ouvrière du groupe.

43 *La Jeune Garde*, 12.1956, p. 1 et suiv., "Le Mouvement JGS devant les événements internationaux". Il s'agissait d'un numéro spécial consacré à la révolte hongroise ainsi qu'à l'affaire de Suez. Voir également ROBERT FALONY, "La révolution coloniale en marche", in *La Jeune Garde socialiste*, 8-9.1960, p. 8.

44 *Une armée... pour quoi faire ? Désarmer ou périr*, Bruxelles, Les arts graphiques, 1960, p. 3.

45 CLAUDE THIRY, *Une armée... pour quoi faire ? Nous avons raison !*, Bruxelles, Les arts graphiques, 1961, p. 7.

Ces exigences ramenaient ainsi la Jeune Garde aux thématiques des années trente, lorsqu'elle professait le "défaitisme révolutionnaire". Georges Dobbeleer voulut y apporter sa contribution en énonçant des principes peu traditionnels sur la cellule familiale <sup>46</sup>. Ses propos, qui n'avaient au fond rien d'attentatoire à la morale commune <sup>47</sup>, choquèrent beaucoup, paraît-il, à l'époque.

#### **IV. Le grand large ?**

Ayant essuyé un revers aux législatives de juin 1958, le PSB, mis sur la touche, essayait de se doter d'une ligne oppositionnelle plus musclée susceptible de correspondre à la phase de tensions sociales croissantes que traversait le pays. Dans un climat psychologique dégradé, lié à la perception du déclin structurel de l'économie wallonne ainsi qu'aux péripéties de la décolonisation (1959-1960), tout pouvait à nouveau sembler possible. Afin de concéder un débat à son aile gauche, le PSB avait décidé de tenir en décembre 1960 un congrès consacré aux questions militaires. La Jeune Garde saisit sa chance, se lança dans une ardente polémique où elle exigeait pêle-mêle la réduction de 10 milliards du budget de la Défense, le retrait de l'OTAN, l'abolition de l'armée. Ce congrès extraordinaire se déroula donc les 16, 17 et 18 décembre, tandis que démarrait la 'grève du siècle' <sup>48</sup>; on y entendit un contre-rapport de tendance nettement anti-atlantiste présenté par Claude Thiry avec l'aval de la fédération liégeoise de la JGS. Cette dernière, connue pour son radicalisme, s'était déjà prononcée peu auparavant en sa faveur par 82 % de ses délégués. Appuyé par *La Gauche* et par *Links*, le rapport Thiry, pétri d'hostilité envers l'OTAN, n'obtint pas moins de 25 % des votes <sup>49</sup>. Ce résultat provenait sans nul doute d'une accumulation de frustrations diverses : exaspération sociale croissante de la clientèle ouvrière du PSB, ancrage oppositionnel de celui-ci, travail efficace d'une JGS sous influence trotskyste et semant la bonne parole aux endroits stratégiques <sup>50</sup>.

Une fois achevée la 'grande grève', coup d'épée dans l'eau douloureux pour la mémoire ouvrière wallonne mais action profitable sur le court terme à la famille socialiste, le PSB put songer à renouer avec les responsabilités ministérielles après les législatives

---

<sup>46</sup> GEORGES DOBBELEER, *Un programme politique de la jeunesse*, Liège, FNJGS, [1962].

<sup>47</sup> "Nous ne sommes donc nullement des défenseurs de la famille et actuellement c'est contre elle que le jeune se révolte en premier lieu (...); les parents inculquent à leurs enfants (...) une morale chrétienne dégénérée baptisée morale laïque par les incroyants" (G. DOBBELEER, *op.cit.*, p. 7). Afin de s'opposer au "rôle souvent oppresseur de la famille", Dobbeleer, au nom de la JGS, conseillait d'instaurer la majorité civile et politique à 18 ans, tout en reconnaissant que ce ne serait pas "la panacée universelle".

<sup>48</sup> VALMY FEAUX, *Cinq semaines de lutte sociale. La grève de l'hiver 1960-1961*, Bruxelles, Éditions de l'Institut de Sociologie de l'Université libre de Bruxelles, 1963, p. 56 et suiv.

<sup>49</sup> *Parti socialiste belge. Rapport du Bureau au Congrès des 16, 17 et 18 décembre 1960*, Liège, Biblio, [1961], p. 122 et suiv.

<sup>50</sup> GEORGES DOBBELEER, "Le rôle du courant trotskyste dans le PSB puis le PWT et l'UGS", in *Cahiers marxistes*, n° 222, 6-7.2002, p. 121-129.

du 26 mars 1961<sup>51</sup>. Le 21 avril suivant, ses délégués, réunis en assemblée, décidaient de participer au gouvernement avec les sociaux-chrétiens par 807 voix contre 150 et 20 abstentions. Plus d'un tiers des parlementaires socialistes wallons s'étaient opposés à cette participation, qui rencontrait également l'hostilité de *La Gauche*, de la JGS et de *Links*.

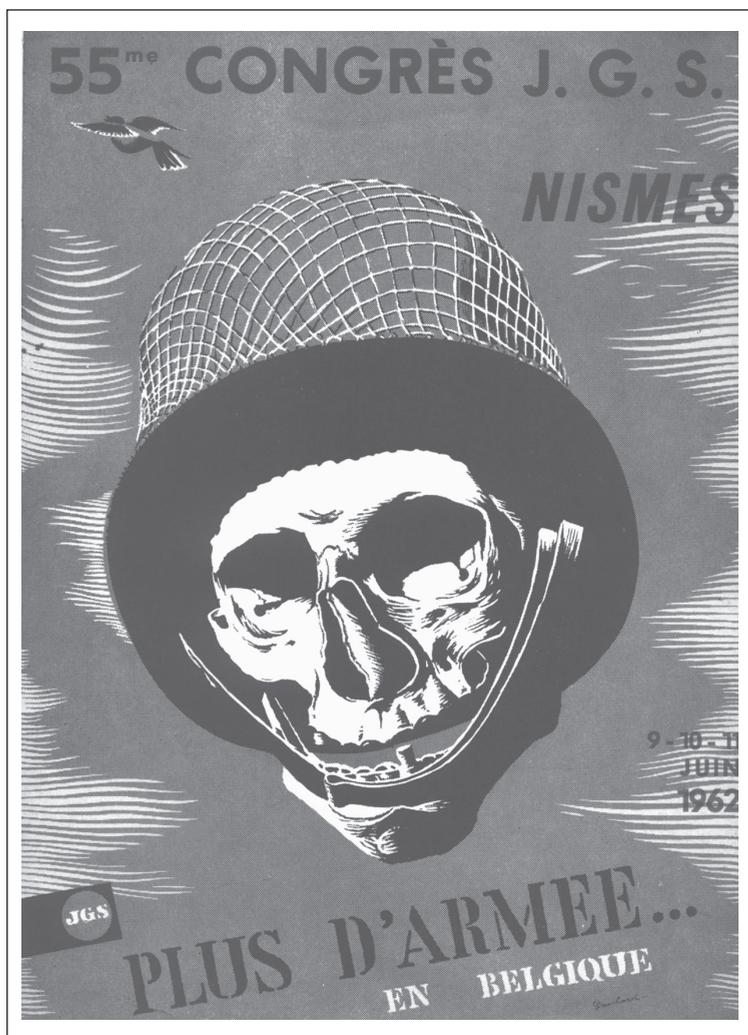
Un peu dynamisée par le retour de flamme révolutionnaire de l'hiver 60-61, la Jeune Garde s'employa à occuper le devant de la scène à La Louvière pour commémorer le quarantième anniversaire du 'fusil brisé', manifestation chère au cœur des pacifistes<sup>52</sup>. De cinq à sept mille personnes défilèrent pour l'occasion derrière ses drapeaux le 5 octobre 1961. Ce relatif succès de foule n'évoquait toutefois que de très loin les fleuves humains de l'avant-guerre, et notamment le rassemblement de Liège (août 1934), lorsque la JGS avait attiré, au nom de l'antifascisme, des dizaines de milliers de militants et de sympathisants.

Se situant sans fard dans la mouvance du groupe constitué autour de *La Gauche*, la JGS n'allait pas tarder à se frotter au Parti impliqué pour sa part dans une coalition de type travailliste avec le PSC-CVP. Est-il nécessaire de préciser que les fameuses réformes de structure ne formaient plus alors l'axe prioritaire de ses préoccupations ?

Le conflit, qui couvait depuis des années, éclata sous le feu des projecteurs le 6 septembre 1964. Le PSB entendait célébrer à cette date le centième anniversaire de la fondation de la 1<sup>ère</sup> internationale. À la tribune d'honneur, parmi les invités annoncés, Guy Mollet, secrétaire général du Parti socialiste SFIO, mésestimé par les progressistes pour son implication dans la "folle équipée de Suez" et pour son incapacité à se dégager de la guerre d'Algérie. Craignant les réactions de ses Jeunesses, les organisateurs du cortège leur avaient demandé de ne pas défiler en masse compacte et de ne pas scander de slogans politiquement incorrects. Mais, au jour dit, environ 300 JGS en uniforme s'intégrèrent au cortège avec des calicots réclamant le "Fédéralisme et [les] réformes de structure", ce qui pouvait encore passer, mais aussi avec des slogans tels que "Cuba socialiste", "Quittons l'OTAN", "Bas les pattes au Viet-Nam !" et "Tshombe assassin !". Par crainte de débordements, les officiels firent appel à leur service d'ordre afin de calmer les perturbateurs. En vain. La police communale, sollicitée, dut intervenir de façon musclée. Les coups de matraque distribués avec générosité indignèrent fort les rédacteurs de *La Gauche*, qui décelèrent dans cet acte une infiltration de "mœurs

51 Malgré des résultats inférieurs à ceux du scrutin précédent : 36,7 % en 1961 contre 37,1 % en 1958. Les communistes amélioraient quant à eux leur score, passant de 1,89 % à 3,08 %.

52 À La Louvière, le 16 octobre 1921, s'était déroulée, après divers incidents, une manifestation pacifiste, avec remise d'un drapeau 'au fusil brisé' à Édouard Anseele, ministre socialiste d'un gouvernement d'union nationale. Cette manifestation servit de prétexte à l'éviction des socialistes de la coalition ministérielle.



- Le désarmement sert d'inspiration au 55me congrès JGS, tenu à Nîmes en juin 1962. (Collection CEGES)

totalitaires (...) dans un parti qui a toujours affirmé sa fidélité aux traditions de la démocratie socialiste”<sup>53</sup>.

On n'en resta pas là. Le torchon brûlait depuis plusieurs mois entre les principaux responsables du PSB et la JGS<sup>54</sup>. L'incident avait réveillé de vieilles préventions. Le 25 septembre et le 1<sup>er</sup> octobre, *La Voix socialiste*, organe proche des instances dirigeantes et publié sous la responsabilité de Freddy Legrand, secrétaire de la fédération bruxelloise, publia deux articles substantiels où un rédacteur anonyme soulignait le “noyautage trotskyste” de la Jeune Garde; un document présenté comme confidentiel et daté d'avril 1961 figurait comme pièce à l'accusation. Plus d'un crut y reconnaître la patte de Michel Géoris, ex-collaborateur de *La Gauche* et ex-membre de la section belge de la IV<sup>e</sup> internationale (1961-1964) qui avait été, pour un temps, un des espoirs du PSB. Ces accusations, bâties à partir d'éléments véridiques, tendaient à accréditer l'idée d'un complot visant la famille socialiste. La direction du Parti commença par interdire aux cadres JGS l'accès à leurs locaux avant de lancer une procédure contre eux ainsi que contre les Étudiants socialistes, considérés eux aussi comme gangrenés. Le 27 octobre, les bureaux des deux organisations en question persistant à nier leurs “actes d'indiscipline graves” étaient suspendus de l'exercice de leur mandat pour une durée de trois mois<sup>55</sup>. Simultanément, une pression discrète était exercée sur le Ministère de l'Éducation nationale afin de les évincer du Conseil national de la Jeunesse et d'interrompre leur subventionnement. Ultime avançie : le 6 novembre 1964, à Herstal, le Parti téléguidait la naissance d'une formation concurrente, le Mouvement des Jeunes socialistes<sup>56</sup>, constitué à partir de différents groupes régionaux lassés d'entendre “l'appareil des JGS parler en leur nom sans jamais les consulter”<sup>57</sup>. Animé par Jean-Claude Van Cauwenberghe et par Claude Dejardin<sup>58</sup>, il se lancera d'emblée dans de dures attaques contre “certains militants aux convictions politiques et philosophiques d'extrême gauche, communistes et trotskysants” qui passent leur temps à adopter “des attitudes (...) contraires à la ligne du Parti socialiste belge, (...) [qui] dénigrent systématiquement les dirigeants du PSB, [qui] appuient inconditionnellement l'action scissionniste du Mouvement populaire

53 *La Gauche*, 12.9.1964, p. 1.

54 À propos du processus de dégradation des relations entre les deux parties : “Le problème des incompatibilités soumis au congrès du Parti socialiste belge des 12 et 13 décembre 1964 et ses conséquences (1)”, in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 271, 29.1.1965, p. 4.

55 *Le Peuple*, 28.10.1964, p. 2.

56 Il sera reconnu officiellement par le PSB le 4 janvier 1965.

57 Il s'agissait des fédérations JGS de la Basse-Meuse, de Charleroi et du Brabant wallon, appuyées par la Jeunesse socialiste bruxelloise (une dissidence locale de la JGS) ainsi que par la cantonale JGS de Hollogneaux-Pierres. D'autres les rejoindront par la suite, comme les fédérations de Soignies et de Thuin, en 1967.

58 ISABELLE SEQUARIS, *Le parti socialiste et ses jeunes : processus de sélection des cadres dans un parti de masse*, Bruxelles, mém. lic. en histoire ULB, 1991, p. 78 et suiv.

wallon, de *La Gauche...*”<sup>59</sup>. Venait donc d’être formulée l’accusation de fractionnisme, faute grave dans un Parti qui se flattait d’incarner les intérêts de la classe ouvrière.

La rupture ne fut cependant entérinée qu’après le congrès dit ‘des incompatibilités’, tenu les 12 et 13 décembre 1964. Lors de ce dernier, le PSB, en proie à une fronde à la fois régionaliste et de gauche, et inquiet des mauvais résultats électoraux obtenus aux communales d’octobre, tenta de remettre de l’ordre en son sein. Après délibérations – tronquées selon les opposants – l’assemblée suivit comme il se doit la ligne officielle en condamnant l’appartenance aux “fractions autonomes” (dixit Léo Collard) désignées comme hérétiques, à savoir *La Gauche* et le Mouvement populaire wallon<sup>60</sup>. Si la JGS n’était pas visée en tant que telle, tout le monde la tenait pour un relais de *La Gauche*, frappée d’excommunication majeure. Avec l’aval de la section belge de la IV<sup>e</sup> internationale, l’organisation de jeunesse allait s’associer au projet de mise sur pied d’une nouvelle force “vraiment socialiste” qui était restée à l’état latent depuis longtemps, sans s’être jamais vraiment développée. Au fil de diverses réunions houleuses (27 décembre 1964, 5 janvier 1965), les contestataires s’avèrent incapables de définir une stratégie commune. D’où la naissance, à Charleroi, d’un Parti wallon des Travailleurs – PWT (20 janvier 1965) – suivie, dans la capitale, par la constitution d’une Union de la Gauche socialiste – UGS (7 février 1965). Ces formations – ou leurs avatars – connurent des demi-succès aux législatives du 23 mai suivant; seul Pierre Legrève, qui s’était présenté sur les listes de l’UGS en cartel avec le PCB, fut élu à Bruxelles. Après maints palabres au cours des mois suivants, ce qui subsistait du PWT – il avait eu depuis le loisir d’imploser et de se consumer –, de l’UGS et du minuscule *Socialistische Beweging Vlaanderen* parvenaient à se rejoindre le 10 octobre 1965 dans une Confédération socialiste des Travailleurs<sup>61</sup>.

La Jeune Garde socialiste était partie prenante dans l’opération après avoir rompu avec le PSB. Cela s’était passé à La Louvière, lors du congrès extraordinaire qu’elle avait tenu le 21 mars précédent. Approuvé par 86 % des mandataires, son secrétaire national Albert Fajersztajn avait entériné le fait que “le PSB, par sa politique droitière, s’écart[ait] de plus en plus de l’avant-garde des travailleurs”, ce qui avait poussé la Jeune Garde à se considérer désormais comme un mouvement “autonome et indépendant”<sup>62</sup>. En ce printemps 1965, elle comptait sur le papier environ 1.500 membres. Tenue par une direction purement trotskyste, arrimée à la Confédération socialiste des Travailleurs,

59 *Jeunes socialistes*, 12.1964-1.1965, p. 3. Le Mouvement populaire wallon, lancé par les soins du syndicaliste André Renard, était né en 1961.

60 “Le problème des incompatibilités...”, in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 271, 29.1.1965 (I) et n° 272, 5.2.1965 (II).

61 Sur tous ces mouvements – et quelques autres : NICOLAS LATTEUR, *La gauche en mal de la gauche*, Bruxelles, De Boeck Université, 2000; MICHELINE NELISSE, *Évolution de l’extrême gauche en Belgique : 1968-1978*, Louvain-la-Neuve, mém. lic. en histoire UCL, 1980; JEAN-MARIE CHAUVIER, “‘Gauchisme’ et nouvelle gauche en Belgique” (II), in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°s 602-603, 4.5.1973.

62 *La Gauche*, 27.3.1965, p. 8.

elle servit pendant plusieurs années de fer de lance à ses campagnes “anti-impérialistes” et anticapitalistes. Elle se heurtait à de nombreux concurrents sur ce marché. En 1969, bien qu’elle ait réussi à implanter l’une ou l’autre section en Flandre (Gand, Anvers), il lui restait une centaine de militants.

Ce dernier noyau de convaincus continua à se dissoudre peu à peu, subissant les avatars et les mécomptes successifs du courant trotskyste, passant de la Confédération socialiste des Travailleurs à la Ligue révolutionnaire des Travailleurs (juin 1971) pour achever sa course au Parti ouvrier socialiste (POS – 1984). Quand il arriva à ce dernier point, l’analyse du discours relatant ses positionnements tactiques ou ses actions ponctuelles ne relevait plus que d’une micro-histoire coupée du monde réel. C’est que la JGS évolua de plus en plus en dehors du monde concret, focalisée sur un marxisme-léninisme théorique pour y découvrir la formule qui, enfin, permettrait d’aboutir à la Révolution. Noyautée par des courants schismatiques, elle devint elle-même schismatique et ses derniers adeptes se dispersèrent. Sans doute était-elle déjà obsolète, telle qu’elle était, figée, dans une société de consommation triomphante.

---

\* ALAIN COLIGNON (°1959) est sorti de l’Université de Liège en 1981. Il a réalisé différents travaux relatifs aux anciens combattants en Belgique francophone avant d’entrer au futur CEGES, où il s’intéresse particulièrement à la radicalité dans la vie politico-sociale et à la géopolitique durant les deux guerres mondiales.